



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Allemagne

Question au Gouvernement n° 454

Texte de la question

## COMMÉMORATION DU TRAITÉ DE L'ÉLYSÉE

M. le président. La parole est à Mme Élisabeth Guigou, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Élisabeth Guigou. Hier après-midi, à Berlin, où était célébré le cinquantième anniversaire du traité d'amitié qui lie notre pays à l'Allemagne, j'ai éprouvé - comme, j'en suis sûre, beaucoup d'entre vous, chers collègues - une grande émotion lorsque j'ai entendu, au Bundestag, les députés allemands chanter avec nous *La Marseillaise*.

M. Guy Geoffroy. Tout le monde ne l'a pas chantée !

Mme Élisabeth Guigou. Cette journée restera un moment fort de l'amitié franco-allemande, qui a été salué par l'ensemble des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Bundestag.

Après leurs illustres prédécesseurs, le Général de Gaulle et Konrad Adenauer, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, François Mitterrand et Helmut Kohl, le Président François Hollande et la Chancelière Angela Merkel ont affirmé leur volonté d'agir ensemble pour l'Europe.

Bien sûr, notre relation spéciale avec l'Allemagne n'est pas un long fleuve tranquille. Mais il faut se garder des préjugés : il ne s'agit pas de gommer nos différences. Le moteur franco-allemand est précisément cette capacité à bâtir des solutions d'avenir en dépassant nos différences. C'est ce qui fait la force de notre union, et, par extension, celle des projets que la France et l'Allemagne portent ensemble.

Monsieur le ministre chargé des affaires européennes, qu'allons-nous faire de nouveau sur la jeunesse, où, déjà, le bilan du traité est très positif ? Sur l'énergie, projets anciens, malheureusement aux maigres résultats jusqu'ici, comment avancer ? Quel sera l'agenda du nouveau dialogue social franco-allemand qui a été annoncé hier ? Une question cruciale est évidemment l'existence d'un salaire minimum dans chaque pays européen, pour éviter le nivellement par le bas des salaires en Europe. Car la consolidation de l'Union économique et monétaire passe aussi par l'harmonisation sociale.

Enfin, la situation au Mali nous montre une fois de plus la nécessité et l'urgence d'une politique européenne de sécurité. Monsieur le ministre, le Gouvernement a-t-il l'intention de relancer une stratégie européenne de sécurité, et d'agir pour que soit créée une force de projection rapide ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des affaires européennes.

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué chargé des affaires européennes*. Madame la députée, vous avez raison de souligner l'émotion et la force des événements qui se sont produits à Berlin hier, et qui ont rassemblé toute la représentation nationale française et allemande. C'était d'abord, pour nous, un grand moment de commémoration de la signature du traité de l'Élysée, qui, il y a cinquante ans, avait vu deux hommes politiques visionnaires, le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer, faire montre d'audace, dans un contexte historique où la réconciliation n'allait pas de soi.

Ce sont cette audace, cet esprit, ce souffle qui ont présidé au Conseil des ministres franco-allemand qui s'est tenu hier, parce que la Chancelière Angela Merkel et le Président de la République avaient souhaité, ensemble, que nous puissions nous doter d'un agenda ambitieux pour l'avenir. Cet agenda va nous conduire, sur tous les sujets que vous avez à juste titre évoqués, à porter ensemble des politiques ambitieuses pour nos deux pays et pour l'Europe.

S'agissant de la jeunesse, il s'agit de redonner des moyens à l'Office franco-allemand pour la jeunesse, pour que l'apprentissage de nos langues, dans nos pays respectifs, soit davantage approfondi, et que les jeunes Français parlent davantage allemand, et *vice versa*.

Il s'agit également, pour notre jeunesse, d'offrir de nouvelles garanties sociales, un droit à la formation, un droit à l'accès à l'emploi. Et dans la volonté qui est la nôtre de renforcer les relations entre les partenaires sociaux, en faisant en sorte qu'un dialogue puisse se nouer sur la compétitivité et les garanties sociales, la question de la jeunesse sera présente.

C'est aussi la politique énergétique, avec la volonté, dans le domaine des énergies renouvelables et du bilan thermique des bâtiments, de progresser ensemble.

C'est la volonté que nous avons, en matière de politique industrielle, d'avancer de concert sur la question de l'automobile.

C'est la volonté aussi qui nous anime, en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense, de contribuer ensemble à la construction de l'Europe. Le soutien apporté hier par tous les groupes parlementaires au sujet du Mali témoigne de ce travail en marche. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Élisabeth Guigou](#)

**Circonscription :** Seine-Saint-Denis (6<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 454

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Affaires européennes

**Ministère attributaire :** Affaires européennes

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [24 janvier 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 janvier 2013](#)